

LOIRE ATLANTIQUE

# les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 636 - 22 FÉVRIER 1996 - Prix 2,50 F

## SOMMAIRE

### • Forum mode d'emploi

Gilles Bontemps répond  
(Pages 2 et 3)

### • Alors les communistes, quoi de neuf ?

A découvrir au fil des rencontres publiques  
(Pages 4 et 5)

### • Monnaie unique

Le peuple doit être consulté  
(Page 6)

### • La jeunesse prépare son congrès

### • Vous avez dit emploi M. le Préfet ?

(Page 7)

### • Débat sur les transports

Une initiative pour l'avenir  
(Page 8)

Forum national  
pour inventer  
un nouvel avenir

*Je te vois il ils ...*  
**L'avenir commence maintenant!**

**NANTES**

**14 mars**

Salon Mauduits  
19 h 30

UNE INITIATIVE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Edito par Yannick CHENEAU

Les semaines qui viennent de s'écouler comme, j'en suis sûr, celles qui viennent vont être marquées par de larges débats, confrontations d'idées entre les citoyens et entre les citoyens et les forces politiques de gauche et de progrès autour de la question « INVENTONS UN NOUVEL AVENIR ».

Les communistes ont décidé de porter haut et fort cette démarche qui s'est déjà traduite par de nombreuses rencontres dans les quartiers et les entreprises à l'initiative des cellules. Ces rencontres publiques dont nous vous donnons quelques éléments dans les colonnes « des Nouvelles » ont permis que s'engagent d'intéressantes discussions parfois convergentes, parfois contradictoires mais qui toujours répondaient à l'attente des participants.

Les initiatives à Saint-Nazaire sur la Navale, à Clisson sur la SNCF, à Nantes sur le port autonome, à Rezé sur les services publics, confortent ce bouillonnement d'idées.

LE 14 MARS AUX SALONS MAUDUITS A

NANTES, l'un des 7 Forum décidés Nationalement avec la participation de dirigeants des partis de gauche, amplifera encore l'ensemble de ces initiatives.



Certes le besoin de débattre, de confronter est grand chez les gens, les interrogations sont profondes, les questions sont pertinentes, mais cela ne signifie pas que le débat, la confrontation que nous voulons, soient assurés d'avance.

Il faut beaucoup écouter, parler, inviter, mettre en avant des propositions pour favoriser la participation des gens aux initiatives que nous leur proposons, sans cela nous risquons de ne pas arriver aux objectifs que nous nous assignons. Quand nous nous adressons en tête à tête à un voisin, à un collègue de travail, la discussion arrive vite, presque naturellement sur l'expérience de ces 15 dernières années, sur la déception qu'elle a

suscitée, sur l'interrogation par rapport à l'avenir, sur la possibilité d'autres choix, de remettre en cause ou non les accords de Maastricht, sur l'avenir des jeunes...

Les rencontres publiques de cellules ont permis là où elles se sont tenues, d'aborder collectivement ces questions, il faut donc les multiplier, inviter largement autour de nous. Il faut les programmer là où elles ne sont pas encore décidées car elles sont l'un des principaux supports à la réussite du forum National du 14 Mars.

Nous souhaitons en effet « CE DIRECT » entre les citoyens, entre les citoyens et les forces politiques, pour débattre des vraies questions que se posent les gens et contribuer à inventer notre avenir.

Un matériel spécial pour demander les avis va être édité à 30 000 exemplaires, « Les Nouvelles » ont décidé de s'associer pleinement à cette démarche comme vous le verrez dans ce numéro pour écouter, permettre le débat, confronter les idées car notre ambition est bien de faire en sorte qu'ensemble nous fassions que L'AVENIR COMMENCE MAINTENANT !

# FORUM NATIONAL

A l'initiative du Parti Communiste Français, 110 rencontres départementales vont se dérouler dans toute la France, et 7 FORUMS nationaux dans les grandes villes : Marseille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Lille, Paris-Bercy.

7 débats à dimension nationale, auxquels ont décidé de participer : le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste, Radical, La Ligue Communiste Révolutionnaire et d'autres forces progressistes : Mouvement des Citoyens, C.A.P., A.R.E.V., A.D.S., Verts...

## Une initiative du Parti Communiste

Yann Vince a interrogé, pour les Nouvelles, Gilles Bontemps, secrétaire de la fédération du Parti Communiste et membre du Comité National. « Quels enseignements du mouvement social de la fin de l'année ? Quel prolongement politique ? Le Forum à Nantes, dans quel contexte se prépare-t-il ? Pourquoi cette initiative, quel contenu lui donner ? », autant d'interrogations que nous retrouvons dans cet interview.

**Yann Vince :** Le mouvement social de la fin 95 a exprimé un puissant rejet des politiques menées depuis une quinzaine d'années. Au cœur de ces luttes, le Parti Communiste Français a fait vivre sa nouvelle démarche. Peux-tu nous la résumer ?

**Gilles Bontemps :** Le mouvement social a posé des questions de société mais il n'a pas, évidemment, apporté les réponses politiques. Cela nous ouvre un champ plus large, mais nous donne aussi des responsabilités plus grandes. Un champ plus large parce que la puissance du mouvement, son dynamisme, son unité comme l'ampleur des exigences posées à montré qu'un espace était créé pour dégager des solutions neuves, à l'opposé de celles préconisées depuis 15 ans. Des responsabilités plus grandes données au Parti Communiste parce que confronté complètement à sa nouvelle démarche politique, le PCF a commencé à montrer en quoi il n'entendait plus être un parti guide des luttes mais un parti utile aux gens, ayant sa propre réflexion et qu'il met à la disposition de celles et de ceux qui devront être les auteurs et les acteurs des transformations.

changer, appellent des réponses politiques. Un exemple, l'emploi - l'expérience a montré que la multitude de plans, à chaque fois annoncés à grand renfort de publicité comme efficace non seulement n'ont pas stoppé les difficultés mais le nombre de chômeurs a continué à progresser, ainsi que la précarité.

Les grandes entreprises du département (Aérospatiale, Construction navale, l'Arsenal, Services publics), mais aussi les PME annoncent des suppressions d'emplois. Or, les premières décisions à prendre devraient être d'arrêter les licenciements, les fermetures d'entreprises. Les communistes estiment qu'il reste beaucoup à inventer pour agir efficacement. Ils ont des propositions concrètes. Il faut imposer d'autres choix. Le PCF est disponible pour cela. A gauche, d'autres forces politiques ne préconisent pas forcément d'autres choix. Nous entendons en discuter avec les salariés, les citoyens.

**Y.V. :** Justement - à l'automne le PCF a lancé son initiative de forum national pour construire un nouvel avenir, invitant les citoyens à débattre avec l'ensemble des forces politiques de gauche. En janvier, 7 Forums nationaux dans 7 villes de

taines réticences qui s'étaient exprimées sur l'initiative s'atténuent ou reculent. La démonstration est faite que les questions de fond sont au cœur du débat, que loin de disparaître, les différences s'expriment et font l'objet de confrontation publique entre les forces politiques et les gens. La clarté y gagne, et avec elle, la réflexion collective, le débat d'idées, de pluralisme à gauche. Cela donne confiance, cela donne des idées, cela crée de nouvelles exigences. Les initiatives de confrontation prises dans notre département sur les questions de la Navale et des Arsenaux, sur l'avenir du port et de la Loire ou encore sur les services publics, en sont des illustrations.

**Y.V. :** Concrètement comment cela se passe ? S'agit-il d'un débat co-organisé avec les autres forces de gauche ?

**G.B. :** Pas du tout. Il s'agit d'une initiative du Parti communiste. C'est donc nous qui organisons la rencontre, le forum est la première grande initiative donnant à montrer ce qu'est notre démarche de « pacte unitaire pour le progrès ». Il ne s'agit pas de mettre autour d'une table les partis de gauche pour qu'ils recherchent leur plus petit dénominateur commun. Il s'agit de confronter les idées à partir des identités de chacun, en toute démocratie. Les citoyens sont donc acteurs du forum. C'est devant eux et avec eux que débattent les forces politiques, les personnalités présentes. 110 forums départementaux sont organisés. 7 nationaux dont celui de Nantes. Nationalement notre parti a rencontré 14 organisations politiques de gauche. Ce sont ces formations que nous nous invitons dans les forums. Les unes dans une ville, les autres dans une autre.

A Nantes, ce seront des dirigeants nationaux du PCF, du PS, de Convergences Ecologie et Solidarité de la LCR. Départementalement nous invitons à participer l'ensemble des forces politiques de gauche que nous sommes d'ailleurs en train de rencontrer individuellement. Mais aussi les acteurs du mouvement social, salariés, jeunes, chômeurs, les organisations syndicales, des personnalités du mouvement associatif, de la culture des intellectuels, la presse...

**Y.V. :** Sur quoi ce forum débouchera-t-il ? Quel est le sens

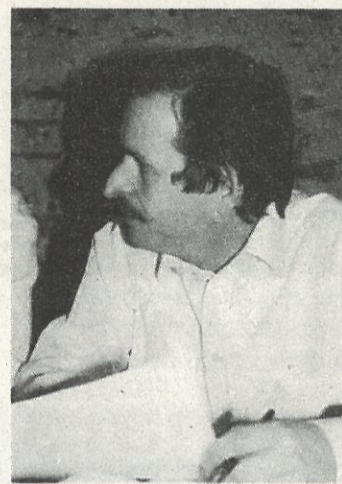
de l'alternative proposée par les communistes ?

**G.B. :** Comme je le disais tout de suite, les gens sont à la recherche d'une issue à ce qu'ils vivent, et pour l'instant les mêmes recettes ont produit les mêmes effets. Construire une perspective neuve, cela passe par la confrontation des idées mais cela doit déboucher sur l'exigence d'autres choix politiques. Par exemple : peut-on faire du neuf en respectant les critères de Maastricht ? Comment ne pas refaire ce qui a échoué ?

Le forum n'est pas un lieu où s'exprimerait une succession d'affirmations, de discours, mais un lieu où le débat d'idées doit permettre à chacun de se positionner par rapport aux exigences populaires. Un lieu de débat entre les citoyens et les forces politiques, entre les forces politiques elles-mêmes. D'ailleurs nous proposons d'aller plus loin puisque nous allons donner la possibilité à des milliers de gens du département, qu'ils viennent ou pas le 14 mars, d'émettre leur avis ou d'interroger les 4 dirigeants nationaux sur ce qui leur tient à cœur. Nous éditons pour cela un questionnaire.

**Y.V. :** Des questions qui seront posées le 14 mars ?

**G.B. :** Oui. Tout à fait. Le contenu du forum est donc très important si l'on veut éviter le retour des gens vers une démarche qui consisterait à s'en remettre à l'alternance par réaction à la droite ou par défaut de perspective. Le forum a l'ambition de contribuer à la construction d'une véritable alternative politique. IL ne s'agit en aucun cas de la recherche de quelque accord électoral que ce soit. Mais bien d'aborder les ques-

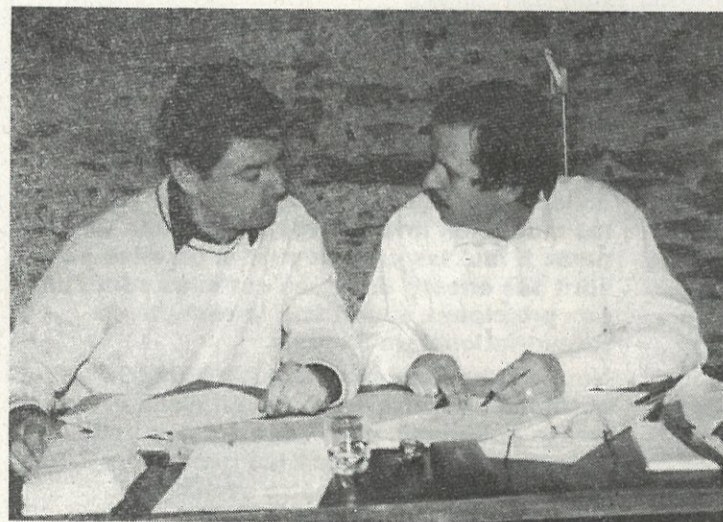


tions de fond que porte la forte exigence de changement. Nous préparons ce forum en tirant les enseignements de ce qui s'est déjà fait. Bien sûr, nous aurons à réfléchir au fur et à mesure aux prolongements à donner à cette construction.

**Y.V. :** Est-ce là toute la démarche du PCF ? Et sa propre politique, comment en débat-il ? avec qui ?

**G.B. :** Notre démarche ne se limite pas aux forums. Nous avons besoin dans le même temps de tenir et de réussir le plus grand nombre possible de rencontres publiques de cellules qui sont un autre type d'initiative. Elles permettent de discuter publiquement de notre politique, de nos propositions, de nos changements, de nos objectifs mais aussi de la place et du rôle du Parti communiste, de son influence, de son renforcement. Parallèlement, nous devons poursuivre et multiplier nos initiatives de lutte politique. C'est ainsi que sur les questions de l'emploi je viens de m'adresser au préfet car les déclarations qu'il vient de tenir sur la formation et l'emploi conduisent à un développement de la précarité. C'est d'autres choix dont les jeunes et l'économie ont besoin. La jeunesse attend des actes concrets. Nous entendons l'aider à en obtenir.

Les réticences que les jeunes expriment vis-à-vis de la politique ne conduisent pas les communistes à baisser la barre mais à déployer mieux encore leur démarche nouvelle. C'est dans le même esprit offensif et ouvert que nous faisons signer la pétition pour le référendum sur la monnaie unique ou que nous menons la bataille sur les mesures d'urgence avancées par Robert Hue.

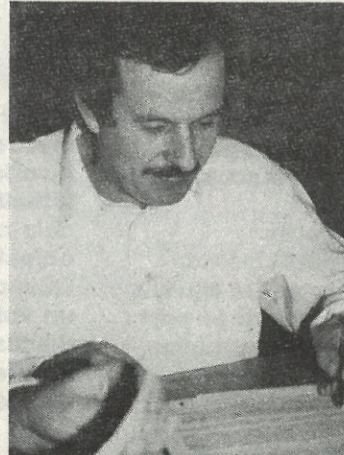


**Y. V. :** La riposte aux mauvais coups portés par le gouvernement suffit-elle en elle-même à imposer d'autres choix ?

**G.B. :** C'est clair, le Parti Communiste entend contribuer à développer les luttes. Il y a urgence à faire échec aux injustices. Mais le rejet fort des politiques jusqu'à présent menées, la colère, l'aspiration à

France ont été annoncés. A Nantes, ce sera le 14 mars. De quoi s'agit-il ?

**G.B. :** L'initiative prise avec les forums va bien au devant des besoins et des attentes. L'expérience de celui de Marseille, l'écho qu'elle a eu a aidé le Parti à franchir une étape, à mieux cerner le sens et l'efficacité de notre démarche. Cer-



# POUR INVENTER UN NOUVEL AVENIR

*vous avez  
la parole*

**Le 14 mars**, un débat à 1000 voix vous est proposé. Un débat pour travailler ensemble à ouvrir une véritable alternative progressiste à la politique de la droite, proposant de rompre avec l'argent roi, de réformer profondément la société pour la rendre enfin moderne, c'est-à-dire plus humaine.

- Comment y parvenir alors que les partis de gauche divergent sur les choix à faire ?

- Peut-on s'attaquer à la domination de l'argent ?

- Mondialisation et ambitions nationales sont-elles compatibles ?

Le 14 mars, dans le débat et la confrontation des points de vue, il vous est proposé de commencer à définir les choix neufs répondant aux attentes des Français et de créer les conditions pour ne pas être déçus une nouvelle fois. Ce Forum à Nantes, auquel participeront des représentants nationaux du Parti Communiste Français, du Parti Socialiste, de Convergence Ecologie et Solidarité, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, c'est aussi le votre, vous avez des choses à dire, des questions à poser, des interrogations à soulever.

Les Nouvelles de Loire Atlantique vous proposent de prendre la parole, et dès maintenant, de vous inscrire dans le débat en nous retournant cette page.

Lors du prochain numéro des Nouvelles nous donnerons les premiers extraits de ce que vous avez décidé d'inscrire dans le Forum du 14 mars - Salons Mauduits à Nantes.

Facultatif - Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

A retourner aux Nouvelles de Loire Atlantique, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES ou à remettre à un militant communiste de votre connaissance.

# RENCONTRES PUBLICS

## Alors les communistes quoi de neuf ?

*Des dizaines de rencontres publiques se sont déjà tenues sur le thème « alors les communistes quoi de neuf ? ».*

*Dans ces échanges multiples beaucoup de questions sur le mouvement social, la perspective politique, le Parti Communiste, son rôle, son projet de société, ce qui changerait avec un PCF plus influant et les raisons de devenir communiste aujourd'hui.*



### A Saint-Joachim

Après avoir approuvé la démarche d'ouverture du Parti, l'image qu'en donne Robert HUE, le souci des participants étaient comment faire pour ne pas recommencer ce qui a échoué. Comment avant 1998 et après,

quelque soit l'issue des législatives, faire en sorte que les gens de gauche pèsent de tout leur poids sur le contenu de décisions de l'Assemblée Nationale, du gouvernement.

L'expérience engagée, avec « les Forums » en donnant la

parole aux citoyens, en obligeant chaque force politique de gauche à répondre aux questions et propositions, un moyen d'affirmer l'existence du pluralisme, ensuite faire vivre davantage ce pluralisme au quotidien.

### A Trignac

La crainte de la perte d'emploi fait parfois renoncer à lutter et accepter des sacrifices. Ce n'est pas pour cela que l'on refuse de discuter, de penser à un vrai changement.

Un sympathisant interroge : « comment réussir avec les gens de gauche à faire ensemble quelque chose qui tienne la route ? Comment faire bloc ? ».

On arrive à être d'accord sur un point mais par exemple sur la Navale, P.C.F. et P.S. ne sont pas d'accord sur l'Europe non plus, alors les gens entre eux, ce n'est pas facile, en plus il y a l'individualisme.

Justement, à partir de l'expérience comment et vers qui les communistes devraient se tourner pour créer une union nouvelle. Comment aider chaque personne à se réappropriier la politique, les choix qui les concernent ?

Que le P.C.F. ait une meilleure image, c'est une très bonne chose, un militant s'en félicite, mais ce qui compte le plus pour lui, c'est que les propositions du Parti, son

influence dans le débat national, sa conception de la politique, permettent à tous les salariés, les chômeurs, les familles en difficulté d'agir pour changer cette société inhumaine.



### A Châteaubriant

Le 2 février à Châteaubriant, les communistes et sympathisants se sont retrouvés autour d'une traditionnelle galette républicaine à laquelle ils avaient invité Michel RICA de la direction fédérale du P.C.F.

Discussion riche d'intérêt autour du prolongement et

des enseignements des mouvements sociaux de décembre dernier qui ont marqué profondément les retraités, les salariés, et les chômeurs.

Débat et interrogations mais aussi réponses sur la capacité des gens à s'opposer aux mauvais coups.

Un ensemble de questions

fait actuellement débattre et percevoir l'urgence de travailler à construire d'autres réponses aux politiques que les gens ont connues ces dernières années. Discussion riche à la fin de laquelle notre ami André Gauthier, Adjoint au Maire de Châteaubriant a décidé d'adhérer au Parti Communiste Français.

### Nantes : Breil-Malville

Amicale soirée, ce samedi 10 février au Centre Social dans le quartier du Breil-Malville pour la rencontre publique organisée par les communistes du quartier.

Ce sont vingt deux personnes, communistes ou non qui se sont retrouvées. Parmi elles, Raymond LANNU-

ZEL, membre de la direction de Section et adjoint à la mairie de Nantes qui après une courte intervention a invité les participants à débattre.

C'est presque une heure d'échanges ininterrompus qui a permis de faire un tour d'horizon des questions posées par les gens : les

questions de réhabilitation dans le quartier, le mouvement social de décembre et son prolongement, la monnaie unique et la pétition ou les questions de mal-vivre et d'insécurité.

Le débat s'est ensuite poursuivi autour de la table où une immense paëlla fut servie.

# QUES DES CELLULES

## Rezé : cellule Jouaud, les Trois-Moulins

Le 9 février, 11 participants dont 2 non communistes

Deux thèmes principaux sont abordés dans la discussion : le mouvement social de novembre-décembre et la construction d'une nouvelle perspective.

Partant des questions posées dans le mouvement social, particulièrement par les jeunes, des participants à cette rencontre publique esti-

maient que l'une des clefs pour une nouvelle alternative progressiste est que le maximum de citoyens soient acteurs des changements.

Comment atteindre cet objectif ? Le P.C.F. a-t-il suffisamment changé ? Ces questions font discuter. Le caractère inédit de la démarche des communistes, l'utilité

du P.C.F. pour les gens, sont parmi les éléments de réponse qu'apportèrent les participants à cette rencontre.

Il n'y eu pas d'adhésion ce jour là mais la cellule entend poursuivre son travail pour mieux donner à connaître la nouvelle façon de faire de la politique initiée par le P.C.F.

## Au cœur d'un nouveau quartier, le Tillay

Des militants du PCF se rassemblent et s'organisent



A Saint-Herblain, le Tillay est un quartier en pleine expansion avec une population de 3 000 habitants et un habitat fait de collectifs et de pavillons.

Quelques militants du PCF résident au cœur de cette cité. Avec l'accord et l'appui du Comité de Section de Saint-Herblain, ils viennent de créer une cellule.

Ils veulent que leur cellule soit un lieu fraternel où chacun aime se retrouver malgré la diversité de situation ou de personnalités. Un climat de véritable amitié facilite l'échange.

Ils veulent aussi que leur cellule soit un lieu de formation, d'analyse politique - sans prétention de leur part - ils pensent que cela est possible à partir d'un rapport

politique, d'un article de l'Huma ou de la lecture d'un tract avant de le diffuser.

Ils veulent surtout que leur cellule soit active, ils tiennent à ce que toute discussion se concrétise par des prises de décisions concrètes en directions des gens du quartier et pour cela, ils se mobilisent :

- pour faire signer la pétition pour un référendum sur la monnaie unique
- pour organiser des porte à porte
- lieu de rencontre (devant la médiathèque, à la sortie de l'école du quartier, place de la révolution)
- pour diffuser l'Huma-Dimanche (lors de la dernière vente massive 12 HD ont été vendus)
- pour élaborer un tract pour signifier leur présence

aux habitants du quartier, se faire connaître.

Conscients de la tâche à réaliser, ces militants n'ont d'autre ambition que d'aller à la rencontre des habitants du quartier, pour connaître leurs problèmes, discuter et faire de la politique avec eux. Conscients aussi des limites de leurs possibilités, de leurs forces, ils essaient de cibler tel secteur pour mener une action efficace.

Parmi ces habitants, une élue municipale s'intègre dans la vie et l'action de la cellule. C'est important que nos élus soient sur le terrain, proches des gens.

La cellule du Tillay se veut ouverte et dynamique, au plus près des gens. Elle se veut être l'expression de la politique du Parti dans ce quartier.

## BRÈVE

### Château de Rezé : des militants au service de la population

Dès les premières mesures du plan JUPPÉ connues, une de ses facettes n'avait pas échappé à la vigilance des camarades du Château de Rezé ; ce coup vicieux c'est la généralisation des surloyers pour les locataires en HLM.

Dans un quartier déjà profondément touché par la crise, cela équivaut à pousser des logements à vocation sociale, les salariés, les retraités disposant encore d'un revenu honnête et à amputer davantage leur pouvoir d'achat. La nécessité d'une réponse adaptée s'imposait.

Le choix retenu fut celui d'une pétition permettant d'associer le plus grand nombre de locataires à la défense de leurs intérêts. Lors des porte à porte, la discussion s'enrichissait : chacun apportant des arguments constructifs : - ici l'injustice de la mesure frappant une nouvelle

fois « les petites gens » - là une mesure amputant un peu plus le pouvoir d'achat.

- pour un retraité cela impliquera rapidement la création d'un quartier où les seuls habitants ne seraient plus que des gens en situation financière précaire et les risques d'insécurité qui sont liés. Mais à de rares exceptions près, chaque fois, une signature sur la pétition à entête du Parti Communiste Français.

Le soir du 7 février avant que la loi ne soit votée par la majorité à l'Assemblée Nationale (en quelques minutes en deuxième lecture) 96 locataires avaient déjà signé la pétition contre la généralisation du surloyer. Les militants communistes continuent à la faire signer afin de lui donner encore plus de poids quand elle sera déposée à la préfecture avec le soutien des élus communistes de Rezé.

CUISINES  
**SCHMIDT**

CENTRE CONSEIL  
S.A. Alain GREGOIRE

48, Bd. Victor-Hugo  
44600 ST NAZAIRE  
Tél. 40.66.33.64 - Fax : 40.01.84.46.

**MAZDA**  
lampes et appareils d'éclairage

**MAZDA ECLAIRAGE**

REGION PAYS-DE-LOIRE  
10, bd Gaëtan-Rondeau - B.P. 679  
44018 NANTES CEDEX  
Téléphone 40.12.70.01

Pétition nationale

# Pour un référendum portant sur la monnaie unique

## Déjà des milliers de signatures

Lors d'une Conférence de presse devant la Poste de Nantes, la Fédération du Parti Communiste a donné quelques éléments sur les raisons de la campagne pour un référendum.

La monnaie unique n'est pas un débat de spécialistes. Elle touchera la vie quotidienne des gens, leur avenir. Il est nécessaire que les citoyens soient informés et puissent donner leur avis. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer cette pétition nationale.

- Est-un moyen technique facilitant les échanges à l'échelle européenne ?

- Est-ce un moyen de simplifier les rapports entre les pays ?

- Ou bien s'agit-il d'autre chose ?

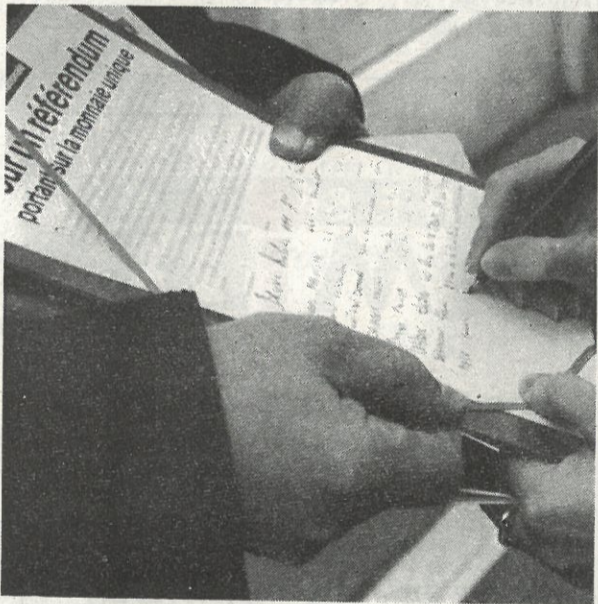
Voilà les interrogations que l'on rencontre chaque jour.

- Moins pour le travail, pour le social, pour les services publics, pour tout ce qui est indispensable au développement humain. Ce sont ces principes qui inspirent directement les choix du gouvernement Juppé et les deux années de « purge sociale » annoncée par Jacques CHIRAC.

Le traité de Maastricht prévoit que le rôle essentiel du plan monétaire et économique serait confié à une Banque Centrale Européenne située à Francfort et indépendante des gouvernements.

En fait, ce serait les banquiers et donc les marchés financiers qui dicteraient leurs lois aux gouvernements des différents pays.

C'est une véritable remise en cause des souverainetés nationales. Il faut que les citoyens soient informés et puissent don-



### De quoi s'agit-il ?

Le traité de Maastricht a fixé les conditions (les critères de convergence) que les économies nationales doivent remplir pour avoir le droit de passer à la monnaie unique l'Euro.

Il s'agit de contraintes financières qui portent sur des réductions draconiennes de la part des dépenses publiques et des salaires (le coût du travail) dans les richesses produites.

Autrement dit, passer à la monnaie unique implique :

ner leur avis, c'est pourquoi il faut un référendum, référendum sur lequel Chirac, alors candidat à la Présidence de la République, s'était engagé.

La pétition n'a pas pour objet de se prononcer pour ou contre la monnaie unique, mais simplement comme cela a été le cas à propos du Traité de Maastricht : les Français doivent pouvoir intervenir quand leur avenir est en question...

La démocratie ça se gagne, nous proposons de la gagner.

## LA DYNAMIQUE DE L'INITIATIVE



Dans de nombreux quartiers et entreprises les militants communistes ont pris des initiatives pour faire signer massivement la pétition nationale.

C'est ainsi que durant le week-end dernier, à l'initiative de la Fédération du Parti Communiste, la campagne a vraiment démarré dans l'ensemble du département.

Aux Chantiers de l'Atlantique sur le terre plein du Penhouet, devant la Recette Principale de la Poste à Nantes, à l'Aérospatiale de Saint Nazaire, devant la Caisse Régionale d'Assurance Maladie, à Gardiloire, à la Bugalière, à Orvault, au Tillay à Saint Herblain, à Couëron, dans les quartiers populaires de Saint-Nazaire et de Trignac, sur les marchés de Rezé, à Nantes, etc..., partout la même détermination pour discuter avec les gens et les citoyens afin qu'ils signent la pétition.

« Pourquoi signer » dit un passant « c'est déjà fait ! »

Souvenez-vous Maastricht » lui répond le militant communiste, « Mitterrand ne voulait pas du référendum et pourtant nous l'avons obtenu grâce à notre action ». La discussion se poursuit et la personne sollicitée signa.

« Moi vous savez la monnaie unique, je n'y comprends rien, ça me passe au-dessus de la tête, non... je ne veux pas signer ! »

Ce salarié des Chantiers était comme 98 % des Français qui disent ne rien savoir sur la monnaie unique. La discussion permit d'aborder un point important de la démarche des communistes : un référendum permettrait comme cela a été le cas pour Maastricht, d'avoir un débat national, une confrontation d'idées, une nouvelle approche de la question et puis, l'enjeu ne vaut-il pas ce débat et cette consultation ?

« Moi je signe tout de suite et des deux mains s'il la faut » nous dit un postier. « Je viens d'entendre ce qu'ils veulent faire de la Poste, c'est honteux, inacceptable - Toujours la rentabilité, l'argent et les hommes là dedans ? »

La discussion a continué un moment, il nous « avoua » s'être abstenu lors du référendum de Maastricht, « c'était trop compliqué », il le regrette tellement aujourd'hui qu'il est parti avec quelques feuilles de pétitions à faire signer autour de lui « l'avenir ça vaut bien ça ».

« Je suis d'accord avec la

monnaie unique nous confie une salariée de la Sécurité Sociale parce que l'on ne peut pas être à côté des autres mais je vais tout de même signer la pétition car je crois que le débat national est nécessaire sur une telle question. Et puis qui sait aujourd'hui, je dis oui à la monnaie unique mais je ne suis pas certaine que le débat ne me fasse pas changer d'avis ».

« Ça ne m'intéresse pas, je m'en f... », nous dit un passant qui se présente comme un militant de Lutte Ouvrière.

« Vous avez déjà permis que Maastricht passe en appelant votre électoral à s'abstenir et vous allez faire en sorte que la monnaie unique soit appliquée sans que le peuple donne son avis » lui rétorque le militant communiste.

« Oui » répond-il en refusant la discussion et en s'en allant.

Arlette Laguiller et ses amis peuvent être encore sponsorisés, ils ne sont vraiment pas dangereux pour les forces de l'argent...

« Qu'est-ce que c'est » nous demande une femme, la cinquantaine, qui sort du Crédit Lyonnais.

« Une pétition pour exiger un référendum sur la monnaie unique » lui rétorque le militant communiste.

« J'ai voté Chirac » dit-elle - « je suis pour la monnaie unique mais je suis pour que les engagements pris soient tenus. Chirac avait clairement dit lors de sa campagne qu'il y aurait un référendum, alors je signe car je pense que si il n'y a pas une forte pression, il n'y aura pas de référendum » - « ne pensez surtout pas que je suis devenue communiste » dit-elle avec le sourire.

Cet exemple illustre qu'il ne faut pas donner à une signature une autre signification que les raisons pour lesquelles elle a été apposée.



### Leurs positions

Au Parti Socialiste qui a appelé à voter « oui » à Maastricht, la puissance du mouvement social est sans doute la cause du débat qui a cours aujourd'hui sur Maastricht et sur la Monnaie Unique où des interrogations se font jour.

Néanmoins les principaux leaders du P.S. continuent à

se prononcer pour la monnaie unique. C'est le cas de Lionel JOSPIN qui s'exprimait dernièrement au club de la presse d'Europe 1 « on n'a pas intérêt à reculer » dit le 1<sup>er</sup> Secrétaire du P.S. Idem pour Martine AUBRY à « 7 sur 7 ».

Il est vrai que l'un et l'autre se sont « prononcés parallè-

lement pour une politique sociale et l'emploi ». Est-ce compatible avec Maastricht ? Cela ils ne l'ont pas dit.

Quant à M. ROCARD, il a déclaré que si l'on ne fait pas la monnaie unique dans les délais et critères prévus, on court à la catastrophe.

Pour Lutte Ouvrière qui

avait prôné l'abstention lors du Référendum de Maastricht où le « oui » l'avait emporté d'extrême justesse (il avait manqué 0,9 % au « non »), Arlette Laguiller continue dans la même lancée « la monnaie unique est une querelle qui ne concerne pas les travailleurs » a-t-elle déclaré récemment.

# INITIATIVES

## Les jeunes et l'école en débat

Les 3 et 4 février s'est tenue à Nantes la Conférence fédérale des Jeunes et Etudiants communistes préparant leur Congrès à Paris du 29 février au 3 mars prochain.

A leur initiative, un débat sur l'école (du 1<sup>er</sup> degré au supérieur) a réuni une quarantaine de jeunes. Parmi eux avaient été invités des jeunes, écologistes (Ecolo J./Les Verts ; Ecologie 44), socialistes, ainsi qu'un parent de la FCPE et une syndicaliste enseignante de la C.G.T. Des jeunes de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et du Mouvement des Citoyens s'étaient excusés.

Le débat s'est engagé sur le type de formation : faut-il privilégier les formations universitaires ou les formations professionnelles, type BTS ? L'avenir n'est-il pas à la mixité du contenu ?

Le cas de certaines formations universitaires à caractère professionnel, a été évoqué : les Maîtrises de Sciences et Techniques (MTS), les Instituts Uni-

public. Nécessité de maintenir des passerelles d'orientation à tous les niveaux ; « revaloriser la formation continue » (Jean-Claude FCPE) ; pouvoir travailler plus efficacement avec les entreprises ; la question du rythme : quel aménagement et pour quels effets sur l'enfant ? « La qualification doit être très générale pour pouvoir maîtriser les connaissances et ainsi s'adapter aux évolutions de la société » (Armelle responsable nationale de la JC) ; « Il est vital de ne pas « rater » l'étape du 1<sup>er</sup> degré. Cela nécessite évidemment de gros moyens » (FERC C.G.T.), quelle finalité du système éducatif ? Donner des emplois, assurer une formation professionnelle ou délivrer une culture générale permettant plus tard de choisir son métier ? « Réfléchir à la formation continue : il faut décloisonner à tous les âges » (FCPE) ; « la sélection commence dès le 1<sup>er</sup> degré. En primaire, les élèves le droit de



quelle société au service de l'être humain, de la maternelle au supérieur ?

A ce propos, le Ministre François BAYROU a proposé la tenue d'Etats Généraux sur cette question : d'accord, mais qui va décider ? Pour qu'ils ne soient pas un leurre, les jeunes doivent véritablement en être les acteurs et avoir le droit à la parole.

On le voit, l'Ecole comme lieu d'enjeux de société a été au cœur des échanges d'une très grande qualité. Ce débat pourra se prolonger pour certains au Congrès du MJCF où 5 carrefours seront organisés :

1) Quelles formations pour quels emplois, quelle société ?

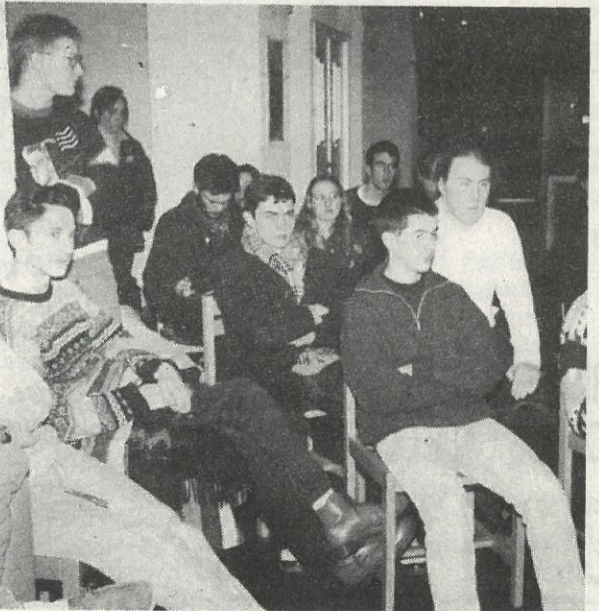
2) Y-a-t-il une vie au lycée ?

3) Méthodes, contenus, pédagogies, qui décide ?

4) Quel statut pour l'étudiant ?

5) Quel lien entre recherche et enseignement ?

mais également une base de réflexion pour envisager des actions communes, entre organisations de jeunes, au service des jeunes dans leur vie scolaire le désir d'approfondir cette question et d'échanger sur d'autres sujets, s'est fait jour entre nos mouvements respectifs. Nous nous donnons donc rendez-vous pour de futurs échanges informels.



versitaires Professionnalisés (JUP)... En vrac plusieurs problèmes ont été abordés : « la nécessité de préserver l'Education Nationale comme un vrai service public et laïc de qualité » (François, Ecologie 44), le constat d'une disparité de traitement entre les Grandes Ecoles et l'Université : « Il faut savoir qu'un étudiant à Centrale coûte 70 000 F/an alors que pour un étudiant en droit, c'est 17 000 F/an », (Denis, Ecolo J.). La question n'est donc pas de niveler par le bas, mais d'établir une plus grande équité entre le privé et le

redoubler qu'une seule fois. Très souvent, on a 35 élèves par classe, d'où un problème de gestion si on a pas la clé des moyens pour améliorer les conditions de travail des jeunes et des instituteurs » (C.G.T.). « Avec la loi quinquennale concoctée par le gouvernement, le lien Formation-Qualification-Emploi-Salaire est remis en cause » (FERC C.G.T.) ; nécessité de revaloriser les filières professionnelles ; quels besoins en emploi y a-t-il dans la société d'aujourd'hui ? Il faut une réponse globale à la question : quelle école et

## Vous avez dit emploi !

Dans le journal Ouest-France du 6 février, le Préfet de Région déclare vouloir doper l'emploi !

Les solutions préconisées se résument en quelques mots : « Il y a des crédits, utilisons-les » à la question des journalistes de notre confrère : « Plus de 160 000 chômeurs dans la région, un taux de 11,4 % allant jusqu'à 13,3 %. Par réjouissant non ? » nous ajouterons : « dont 27,8 % ont moins de 25 ans ».

Notre dynamique Préfet « champion de l'emploi » répond : « Nous avons des structures économiques fortes et des responsables socio-professionnels toniques » (à se demander comment avec de tels atouts nous avons pu en arriver là !) et il ajoute : « je ne suis pas inquiet, les perspectives à moyen et long termes sont bonnes ».

Rassurant pour les 160 000 chômeurs et les milliers de gens, de jeunes en formation, prêts à sortir du système scolaire ou à la merci d'emplois précaires. Rassurant mais peut-être insuffisant ? c'est du moins l'opinion de Gilles Bontemps 1<sup>er</sup> Secrétaire qui répond au nom de la Fédération du Parti Communiste par lettre du 13

Bontemps continue : « pour aller dans ce sens, il est nécessaire de rompre avec la logique mise en œuvre depuis de nombreuses années... des milliards transférés aux entreprises au travers d'allègements, d'exonérations sans qu'il y ait créations d'emplois » et Gilles Bontemps fait l'inventaire des besoins locaux : « il manque des centaines de postes dans les hôpitaux, l'éducation nationale, la Poste, les Télécoms, EDF, SNCF, ... transformer les heures supplémentaires en postes d'enseignants dans les lycées, les collèges, et à l'université est nécessaire » « des centaines de postes sont à créer pour répondre aux besoins du monde rural, des quartiers en difficultés, dans les Services Publics... mais pas des emplois précaires. Vous affirmez disposer de fonds... que leur utilisation serve à la création d'emplois stables ».

Et pourquoi pas commencer par : « l'application de l'accord ASSEDIC de 1995, signé par tous les syndicats et le CNPF, permettant aux salariés ayant 58 ans et 40 années de cotisation de sécurité sociale de partir à la retraite, départ automatique-



février (dont nous publions des extraits) et qui propose une rencontre à M. Le préfet pour en débattre, il avance d'ailleurs un certain nombre de remarques, de propositions, de préoccupations ; par exemple qu'il ne soit fait « à aucun moment de cet entretien... référence aux atouts industriels de notre département » peut être parce que en contradiction avec vos déclarations ces entreprises : « Aérospatiale, la Construction Navale, l'Arsenal, les Services Publics et également les moyennes ou petites entreprises annoncent aujourd'hui des suppressions d'emplois » et il souligne « les premières décisions à prendre devraient être d'arrêter les licenciements, les fermetures d'entreprises. Votre silence sur ces situations ne peut que renforcer l'inquiétude » et Gilles

ment compensé par l'embauche d'un jeune ».

Voilà quelques pistes pour débloquer et inverser la situation dans le département sans oublier des mesures plus larges : « 35 h sans perte de salaires, réformer la taxe professionnelle, le SMIC à 7 500F, 1 000 F pour tous les salaires inférieurs à 15 000... » toutes mesures qui relanceraient la consommation.

Mais, et l'interview de M. le Préfet le confirme, les gens doivent prendre la situation en mains, être acteur de l'avenir, de leur avenir, pour que cela débouche sur de vrais solutions, audacieuses, innovantes. Les communistes quand à eux sont prêts à en débattre et à agir avec eux c'est tout le sens des Forums qu'ils organisent.

Maxime

# SNCF : Une initiative pour l'avenir

Quel service public des transports pour quelle société ? Tel était le titre du forum organisé par le Comité Régional du P.C.F. des Pays de Loire le 17 Février 1996 à Clisson.

Parmi la bonne cinquantaine de participants à ce débat, l'on pouvait remarquer des cheminots, des élus régionaux et locaux de sensibilités différentes, des communistes, des socialistes, des écologistes, des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T., des membres du CESR, des usagers et représentants d'associations d'usagers, des représentants politiques de différentes fédérations communistes de la Région, de la Fédération de L.A. du Parti Socialiste...

Un débat riche d'idées et d'échanges parfois contradictoires, parfois de convergences.



besoins des usagers voyageurs et frets.

Comment participer à un aménagement harmonieux équilibré, écologique du territoire, lutter contre les inégalités sociales et géographiques, assurer l'égalité d'accès à chaque utilisateur, à chaque usager.

Le débat fut riche et constructif. Chacun s'accordant à dire que la situation actuelle ne convenait pas. Des interventions ont insisté sur les responsabilités des gouvernements depuis 15 ans et plus rappelant que le nombre de cheminots en moins pour cette période était de 70 000 et que la politique du « tout » T.G.V. avait participé à l'endettement actuel et amené à la diminution des potentialités de la SNCF. L'exemple donné par un agriculteur de la région de Clisson est illustrant sur cette question : « mes bêtes sont expédiées par la route parce que je ne peux plus le faire par le rail comme avant. Le transport dure en effet 3 jours pour le chemin de fer contre 1 par la route ».

La dette actuelle fut également au centre de la discus-



sion. Sur cette question aussi, tout le monde s'accorde à dire qu'elle est insupportable pour l'entreprise mais que faut-il faire !

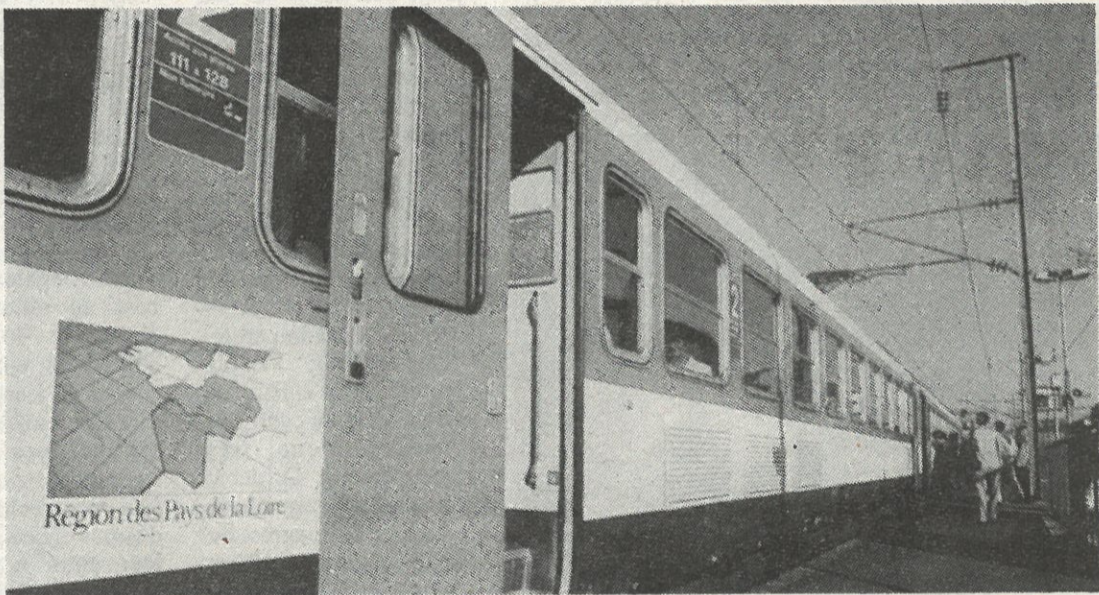
L'apurer pour certains ? oui mais est-ce suffisant s'il n'y a pas modification structu-

re. Sur cette question aussi, tout le monde s'accorde à dire qu'elle est insupportable pour l'entreprise mais que faut-il faire !

« Alors que l'Etat participe directement à l'investisse-

ment routier et autoroutier, ne doit-il pas également intervenir directement dans l'investissement fer. Pour cela il dispose d'un moyen : la taxe sur les produits pétroliers. Une part de cette taxe permettrait de répondre aux besoins actuels et futur du rail.

« Nous proposons que le conseil Régional auditionne toutes les parties intéressées sur la question des transports



re sur le rôle de l'Etat et des Banques dans les investissements de la SNCF.

ment routier et autoroutier, ne doit-il pas également intervenir directement dans l'investissement fer. Pour cela il dispose d'un moyen : la taxe sur les produits pétroliers. Une part de cette taxe permettrait de répondre aux besoins actuels et futur du rail.

D'autre part, les banques qui ont reçu 100 milliards de Francs au titre des intérêts des sommes dues par l'entreprise, devraient également participer ».

Remettre le contrat de plan à plat après le mouvement de novembre, décembre. Telle est aujourd'hui l'actualité.

collectifs et de la SNCF et ceci sans restriction, qu'il s'agisse des élus, des communes, des départements, des associations d'usagers, des syndicats, des partis politiques et bien évidemment des cheminots et de leurs organisations syndicales. C'est la première fois précise Bernard Violain que l'Etat est amené à réécrire un texte qu'il avait préparé (Contrat de Plan).

Il ne faut pas que nous rations la possibilité qui est offerte à ce qu'il ne soit pas réécrit d'en haut mais dans un cadre qui permette de répondre aux besoins et aux préoccupations de l'ensemble des gens ».

**TOURISME VERNEY**  
Lc A-295

LE PARTENAIRE DE VOS DÉPLACEMENTS  
EN GROUPE ET EN INDIVIDUELS

TOUS VOYAGES EN AUTOCARS DE TOURISME ET GRAND TOURISME  
CONSULTEZ-NOUS ET DEMANDEZ NOS CATALOGUES

34, rue de la Marseillaise  
44028 NANTES Cedex

Tél. 40.95.25.85

2, avenue des Sableaux - Place Basle  
44250 SAINT BREVIN LES PINS

Tél. 40.39.02.30

303 bis, avenue de Lattre-de-Tassigny  
44500 LA BAULE

Tél. 40.60.87.00

